Fondation Jean Jaurès

Europe

OÙ VONT L'ALLEMAGNE ET LE SPD ?

Ernst Stetter

05/12/2019

Le 30 novembre 2019, les sociaux-démocrates allemands ont élu à leur tête le ticket formé par Saskia Esken et Norbert Walter-Borjans. Surprenant, ce résultat représente une rupture avec les usages du plus ancien parti politique du pays. Surtout, il risque de marquer un changement considérable dans la façon dont l'Allemagne est gouvernée. Ernst Stetter analyse les enjeux de ce tournant politique.

Un résultat surprenant, mais prévisible

A la suite de la débâcle du SPD aux élections européennes du 26 mai 2019, son président Andrea Nahles a été contraint de renoncer à ses fonctions. Six binômes paritaires se sont présentés devant les militants pour lui succéder à la tête du parti. Au lendemain du premier tour, deux d'entre eux étaient encore en lice. Le premier était formé par Olaf Scholz, vice-chancelier fédéral et ministre des Finances, et Katia Geywitz, ancienne élue régionale du Brandebourg. Le second binôme, finalement choisi par les militants, était mené par Norbert Walter-Borjans, ancien ministre des Finances de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et Saskia Esken, députée du Bade-Wurtemberg au Bundestag. Jusqu'ici inconnus du grand public, ils ont mené une campagne placée sous le signe de la double opposition à l'establishment de leur parti et à la grande coalition (GroKo) de la chancelière Angela Merkel. La dénonciation de la participation du SPD à ce gouvernement de coalition a été au cœur de leur discours. Elle leur a permis de l'emporter avec 53% des votes exprimés, une élection que le congrès du parti social-démocrate prévu début décembre doit encore entériner.

Si la victoire du couple Esken/Walter-Borjans peut sembler surprenante, elle était d'une certaine façon prévisible. C'est la première fois qu'un binôme est élu à la présidence du SPD au terme d'un long processus où les militants ont pu s'impliquer et débattre pendant six mois. Il faut cependant noter qu'avec un taux de taux de participation qui ne dépasse finalement pas les 54%, le scrutin n'a suscité chez ceux-ci qu'un enthousiasme très relatif.

Une rupture historique dans l'histoire du SPD

Ce résultat marque une rupture radicale avec la longue histoire du SPD, une formation jusque-là habituée à des leaders charismatiques – August Bebel, Friedrich Ebert, Willy Brandt, Helmut Schmidt, Gerhard Schröder – dont les noms débordaient du seul cadre du parti et résonnaient dans l'ensemble de la société allemande. Ces deux nouveaux dirigeants sont au contraire des personnalités encore largement inconnues du grand public et n'ont pu rassembler sur leur nom que 115 000 militants, soit moins d'un quart du total des adhérents du SPD.

Leur campagne a su susciter l'enthousiasme de l'aile gauche du parti. Elle a mobilisé les membres de la Jeunesse socialiste (Junos), engagés dans le sillage du très médiatique Kevin Kühnert. Âgé de 30 ans, partisan d'une nationalisation de l'industrie automobile allemande, il défend et incarne depuis deux ans une ligne très critique à l'égard de la direction du SPD dont il a violemment attaqué la décision de rejoindre la grande coalition d'Angela Merkel. À terme, la victoire du binôme Esken/Walter-Borjans menace de faire éclater cette dernière.

Indéniablement, l'actuelle coalition n'a pas permis de dégager les nouvelles perspectives nécessaires pour répondre de façon satisfaisante aux défis actuels du pays. La faute n'en incombe pas seulement au SPD. Après quatorze ans au pouvoir, la CDU/CSU et sa chancelière en fin de règne sont également comptables de cette impasse. Leurs gouvernements successifs n'ont pas su offrir de vision claire pour guider l'Allemagne face aux défis de la mondialisation, pour combattre le changement climatique ou pour préparer la numérisation de l'économie.

La situation actuelle prive les électeurs d'une véritable alternative entre le centre-gauche et le centre-droit. La montée spectaculaire des forces populistes d'extrême droite encore récemment illustrée par les succès électoraux rencontrés par l'AFD aux dernières élections régionales en est la conséquence directe. Au regard de l'histoire allemande, cette dynamique est préoccupante.

Une démocratie qui ambitionne de rester vivante et de continuer à susciter l'adhésion des citoyens ne peut évidemment pas se contenter de gérer un éternel *statu quo*. L'immobilisme n'est plus une option. Mais une sortie précipitée de la GroKo risquerait néanmoins de plonger le pays dans une situation inédite. Si elle mettait ses menaces à exécution, la nouvelle direction du SPD risquerait de mettre en péril un système qui a permis à l'Allemagne de connaître soixante-dix ans de stabilité politique.

Vers des élections anticipées?

Si le SPD venait à rompre la coalition, les élections anticipées qui devraient alors se tenir au printemps 2020 entraîneraient avec certitude d'immenses difficultés à former un nouveau gouvernement majoritaire. Les sondages situent actuellement les intentions de vote à 27% pour la CDU/CSU, 22% pour les Verts, 14% pour l'AFD et seulement 13% pour le SPD. En l'état, aucune coalition bipartite (CDU/CSU+Verts, CDU/CSU+SPD ou SPD+Verts) ne serait en mesure de former une majorité capable de gouverner.

Malgré tous ses défauts, le sens des responsabilités et le principe de réalité plaideraient donc en faveur d'une préservation la GroKo. Mais si elle décidait finalement de se maintenir dans la grande coalition en dépit de ses propres promesses de campagne, la nouvelle direction du SPD se retrouverait immédiatement en porte-à-faux avec ses propres militants. Il est prévisible qu'un tel revirement serait interprété comme une trahison et déboucherait à terme sur une scission entre l'aile gauche du parti et sa frange plus modérée. De là, un nouveau parti de gauche risquerait de voir le jour, et viendrait inévitablement fragmenter encore un peu plus l'échiquier politique allemand. À ce stade, il apparaît toutefois peu probable que le congrès du SPD prévu début décembre 2019 aboutisse à ce résultat.

Ce scénario peut être évité. Le budget 2020 est voté et le gouvernement actuel a d'ores et déjà les moyens financiers pour gouverner sans encombres pendant un an. C'est une fenêtre d'opportunité. En temporisant, il pourrait s'offrir un répit au cours duquel les esprits auraient le temps de se calmer en attendant que l'Allemagne prenne la présidence tournante de l'Union européenne, à partir du deuxième semestre 2020. La social-démocratie allemande pourrait alors profiter de ce sursis supplémentaire pour préparer au mieux les élections fédérales prévues en septembre 2021.

À l'initiative de la nouvelle présidente de la CDU, un troisième scénario devrait toutefois se dessiner. Annegret Kramp-Karrenbauer (AKK) pourrait en effet refuser de prendre en compte les conditions exigées par la nouvelle direction du SPD pour accepter de se maintenir au sein de la GroKo. Angela Merkel finirait alors son ultime mandat de chancelière à la tête d'un gouvernement minoritaire qui ferait avancer son programme législatif *via* des alliances de circonstances au Bundestag. Cette option aurait l'avantage de permettre aux autres partis démocrates (Verts et Libéraux) de prendre la mesure du fonctionnement et des exigences des conservateurs dans l'optique d'un éventuel futur gouvernement de coalition. De surcroît, cette solution offrirait plus de visibilité à Annegret Kramp-Karrenbauer et l'aiderait à réaffirmer sa légitimité à succéder à Angela Merkel. Désormais en charge de négocier les compromis entre les partis politiques avant chaque vote du Bundestag, elle serait en effet *de facto* placée au cœur du dispositif gouvernemental. Après

des débuts mitigés, elle aurait ainsi une seconde et dernière chance de travailler sa stature.

Vers une gauche renouvelée en Allemagne?

En l'état actuel des choses, la gauche n'est pas en mesure de proposer un quatrième scénario. Malgré la forte progression des Verts, le SPD et Die Linke sont trop affaiblis pour que la gauche allemande puisse constituer une alternative crédible. Avec moins de 15% d'intentions de vote, le SPD ne peut plus être considéré comme le parti dominant de la gauche qu'il était du temps où il était assuré de disposer d'un socle de 40% des suffrages. Au-delà de l'arithmétique électorale, Die Linke semble aujourd'hui trop éloigné idéologiquement des sociaux-démocrates pour qu'une coalition au niveau fédéral puisse être envisagée de façon crédible.

La progression des Verts leur permet d'envisager sérieusement de finir en tête des prochaines élections fédérales et de devenir la pierre angulaire d'une future coalition gouvernementale avec, pour la première fois, un chancelier issu du parti écologiste. Cependant, il semble aujourd'hui évident qu'un tel gouvernement ne serait pas formé autour des partis de gauche mais au sein d'une coalition centriste.

C'est ici que se situe le problème majeur du SPD. Son erreur originelle aura été de ne pas avoir exercé son nécessaire droit d'inventaire sur les mandats des trois derniers chanceliers issus de ses rangs. Willy Brandt, Helmut Schmidt et Gerhard Schröder ont tous gagné et gouverné au centre-gauche. Depuis ce passage au pouvoir, le SPD n'est plus en accord ni avec lui-même, ni avec son époque. Lorsque Helmut Schmidt a terminé son mandat en 1982, le néo-libéralisme s'était déjà imposé comme l'idéologie dominante de notre ère. Depuis 1986 et la catastrophe de Tchernobyl, l'écologie est devenue un fait sociétal et politique majeur. Mais jusqu'à aujourd'hui, aucun de ces deux bouleversements n'a été véritablement pris en compte et intégré par le SPD dans son logiciel politique.

Après 1989 et la chute du Mur, l'ordre issu de la seconde guerre mondiale a cessé d'exister. Sous l'influence d'Oskar Lafontaine, le SPD n'a pas su digérer la réunification ni offrir une alternative politique susceptible de séduire et de répondre aux attentes des citoyens de l'Allemagne de l'Est.

En 1998, seize ans après que le SPD ait quitté le pouvoir, Gérard Schröder est élu à la chancellerie. C'est lui qui, le premier, a reconnu et intégré ces changements radicaux dans la conception de sa stratégie et de son action politique. Il a formé un gouvernement avec les Verts et préparé l'Allemagne à affronter la modernité en pays ouvert et souverain. Si elle a entraîné la rupture finale avec Oskar Lafontaine, qui quittera le SPD pour fonder plus tard Die Linke, la réforme du marché du

travail voulue par Gerhard Schröder («Hartz IV») a donné à l'Allemagne les fondements sur lesquels s'est bâti son succès économique des deux dernières décennies.

L'Allemagne de 2019 continue à profiter de la politique menée par Gerhard Schröder. Elle lui a notamment permis de maîtriser sans difficultés majeures la crise financière de 2008-2009. Le pays bénéficie d'une économie remarquablement solide. Avec moins de 5% de chômeurs, le plein-emploi est quasiment atteint. L'Allemagne a acquis un poids politique et économique qui en fait un acteur clé de l'Europe et de la mondialisation. Membre de tous les gouvernements de coalition depuis 1998 à l'exception de la période 2009-2012, le SPD devrait revendiquer une large part de ces succès auxquels il a contribué en pesant de tout son poids sur la politique économique, sociale, étrangère et européenne du pays. Mais le parti se révèle incapable de reconnaître et de valoriser ce bilan. Ses élus sont silencieux, et ses membres n'ont plus confiance en leurs dirigeants. La façon dont la nouvelle direction du SPD a traité pendant sa campagne le ministre des Finances Olaf Scholz comme le bouc émissaire de la crise que connaît le parti est symptomatique de ce malaise et de ce manque de mémoire.

Depuis le départ de Gerhard Schröder, le SPD a connu huit présidents. Empêchés de poursuivre à leur terme des mandats de plus en plus courts, quasiment aucun n'a eu la possibilité de s'inscrire dans la durée. Trop absorbé par ses interminables débats internes sur les conséquences de la réforme du travail de «Hartz IV», le parti s'est progressivement éloigné de son électorat qui se désintéresse de discussions dont il peine à saisir le sens et l'utilité. Cette situation est indigne d'un grand parti social-démocrate européen. Comment les électeurs pourraient-ils avoir confiance dans un parti qui n'a plus confiance en lui-même ?

Qui sait, peut-être la nouvelle direction Esken/Walter-Borjans saura-t-elle inventer la recette pour adapter le SPD au nouveau contexte européen et à l'économie globalisée. Peut-être même parviendra-t-elle à incarner l'offre politique qui saura redonner son souffle à la démocratie allemande. Mais avant toute chose, l'urgence actuelle est de circonscrire l'émergence de l'AFD, ce parti populiste qui annonce une résurgence fasciste en Allemagne. Le SPD a le devoir de construire et incarner ce renouveau. Pour cela, il doit garder à l'esprit que, même si celui-ci devient difficile à situer, les élections fédérales allemandes se gagnent au centre. Si le SPD l'oublie, il risque de disparaître.